



Le FMI met en garde contre une guerre commerciale croissante

Par [Nick Beams](#)

Mondialisation.ca, 08 juin 2019

[wsws.org](#) 7 juin 2019

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

La directrice du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, a réitéré les avertissements selon lesquels la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine menace de réduire la croissance mondiale et a demandé à Washington et à Pékin de se calmer.

Dans un rapport publié plus tôt cette semaine, le FMI a estimé que la dernière série de tarifs douaniers pourrait voir une réduction de la croissance de 0,3 % l'an prochain et que, si l'on y ajoute les tarifs douaniers antérieurs, la réduction sera de 0,5 %, soit l'équivalent de 455 milliards de dollars, «plus que la taille de l'économie de l'Afrique du Sud».

«Il s'agit de blessures auto-infligées qui doivent être évitées», a déclaré Mme Lagarde dans une note accompagnant le rapport. «Comment? En supprimant les barrières commerciales récemment mises en place et en évitant d'autres barrières sous quelque forme que ce soit.»

L'avertissement du FMI sur la croissance, qui survient au milieu de signes déjà apparents d'un ralentissement de l'économie mondiale, a été émis en prévision d'un sommet du G20 qui se tiendra au Japon les 28 et 29 juin, après une réunion des ministres des Finances de l'organisation ce week-end. La rencontre entre le président américain Donald Trump et le président chinois Xi Jinping, qui se tiendra en marge du sommet, sera au centre de l'attention.

On avait espéré que les discussions permettraient de faire avancer les négociations commerciales. Mais cette perspective est de moins en moins probable dans des conditions où les États-Unis intensifient leur guerre économique contre la Chine, comme en témoigne l'interdiction faite au géant des communications Huawei d'acquérir des composants américains.

S'adressant hier à des journalistes en France, M. Trump a déclaré qu'après la réunion du G20, il prendrait une décision sur l'opportunité d'imposer des droits de douane sur 325 milliards de dollars supplémentaires de produits chinois. «Je rencontrerai le président Xi et nous verrons ce qui se passera, mais probablement après le G20.»

Depuis l'échec des pourparlers entre les États-Unis et la Chine, l'ensemble du système commercial international a été plongé encore plus dans la tourmente par la décision de Trump d'imposer des droits de douane contre le Mexique, commençant lundi prochain à 5 % et passant à 25 % en octobre, en exigeant qu'il prenne des mesures pour arrêter le flux des immigrants et réfugiés vers les États-Unis.

Des pourparlers entre les responsables mexicains et américains ont eu lieu mercredi et devaient reprendre hier, mais à ce jour, aucune annonce n'a été faite quant à leurs résultats. Si les droits de douane vont de l'avant, ils perturberont complètement le commerce entre les États-Unis et le Mexique, qui est le deuxième exportateur en importance, après la Chine, vers le marché américain.

Quelle que soit l'issue immédiate du conflit, la menace de Trump d'utiliser des tarifs douaniers sur cette question a envoyé une onde de choc dans le système commercial international parce qu'elle indique clairement que les États-Unis sont prêts à utiliser des mesures de guerre économique et commerciale pour poursuivre tous leurs objectifs politiques, et pas seulement ceux du commerce, bien que ceux-ci soient bien graves en soi.

L'échec des négociations commerciales avec la Chine est survenu après que les États-Unis eurent accusé Pékin de revenir sur ses engagements antérieurs. Toutefois, un livre blanc publié par la Chine ce week-end a contesté cette évaluation et décrit en détail les cas où les États-Unis avaient renversé des accords précédents.

Il a constaté qu'au début de février 2018, le gouvernement américain a exprimé le souhait d'une consultation de haut niveau sur les questions commerciales et économiques. Ces discussions se sont poursuivies et ont permis de réaliser des «progrès substantiels» sur un accord visant à accroître les importations chinoises de produits agricoles et énergétiques. Mais le 22 mars de l'année dernière, les États-Unis ont dévoilé leur rapport en vertu de l'article 301 de la loi commerciale de 1974 accusant la Chine de vol de technologie et annonçant un tarif de 25 % sur des biens chinois d'une valeur de 50 milliards de dollars.

La Chine a poursuivi ses discussions et, le 19 mai dernier, les deux parties ont publié une déclaration commune où elles conviennent de s'abstenir d'une guerre commerciale et de poursuivre les discussions. Mais dix jours plus tard, les États-Unis ont annoncé une escalade des tarifs douaniers, avec un tarif de 10 % à imposer sur les exportations chinoises d'une valeur de 200 milliards de dollars à partir de début juillet.

Après la rencontre entre Xi et Trump en marge du sommet du G20 en Argentine en décembre dernier, les négociations se sont poursuivies et, selon le livre blanc, «les pays se sont mis d'accord sur la plupart des questions». Mais le 6 mai, les États-Unis ont accusé les Chinois de faire marche arrière et ont augmenté les droits de douane sur les exportations chinoises de 200 milliards de dollars de 10 % à 25 %.

Le livre blanc disait que l'accusation de retour en arrière de la Chine était «totalement infondée». «Il est de pratique courante pour les deux parties de faire de nouvelles propositions d'ajustements au texte et à la formulation lors des consultations en cours. Au cours des dix dernières rondes de négociations, l'administration américaine n'a cessé de changer ses exigences.» Il a dit que plus qu'on offre au gouvernement américain, plus il en réclame.

Dans un commentaire publié mercredi, le chroniqueur économique du *Financial Times*, Martin Wolf, qui a déjà qualifié les États-Unis de «superpuissance voyou», a écrit que «sur de nombreux points» soulignés dans le livre blanc «les positions chinoises sont justes».

L'accent mis par les États-Unis sur les déséquilibres commerciaux était «économiquement analphabète», l'opinion selon laquelle le vol de propriété intellectuelle avait causé «d'énormes dommages» à l'économie américaine était «discutable» et la proposition selon laquelle la Chine avait «gravement violé» ses engagements envers l'Organisation mondiale

du commerce en 2001 était «énormément exagérée».

Soulignant les implications plus larges du conflit, il a écrit: «La rivalité généralisée avec la Chine est en train de devenir un principe organisateur de la politique économique, étrangère et de sécurité des États-Unis».

Et il a précisé que ce n'était pas seulement un produit de Trump, mais qu'elle avait des racines plus profondes.

«Le président américain a l'instinct d'un nationaliste et d'un protectionniste. D'autres fournissent à la fois le cadre et les détails. L'objectif est la domination américaine. Le moyen est le contrôle de la Chine ou la séparation d'avec la Chine. Quiconque croit qu'un ordre multilatéral fondé sur des règles, sur notre économie mondialisée, ou même sur des relations internationales harmonieuses, soit susceptible de survivre à ce conflit se trompe.»

Le point de vue américain à l'égard de la Chine était celui de la «la force fait la loi», ce qui s'est reflété dans l'insistance des États-Unis à agir en tant que «juge, jury et bourreau» à l'égard de tout accord.

Soulignant l'effondrement du système commercial, il a noté qu'aux États-Unis, «le commerce libéral est de plus en plus considéré comme un « commerce avec l'ennemi »».

Décrivant le conflit américano-chinois comme «l'évolution géopolitique la plus importante de notre époque», Wolf n'a pas explicitement évoqué la menace de guerre, préférant dire qu'elle était «dangereuse» et risquait de se transformer en un «conflit global».

Cependant, d'autres ont été plus directs. À la suite d'un discours belliqueux prononcé par le ministre américain de la défense par intérim, Patrick Shanahan, lors de la conférence du dialogue Shangri-La qui s'est tenue à Singapour le week-end dernier, le ministre de la défense des Philippines, Delfin Lorenzana, a mis en garde contre la guerre.

«Le déliement de nos réseaux d'interdépendance économique s'accompagne d'un risque croissant d'affrontement qui pourrait conduire à la guerre», a-t-il déclaré. «Notre plus grande peur, par conséquent, est la possibilité d'entrer en scène comme des somnambule dans un autre conflit international comme la première guerre mondiale.»

Nick Beams

Article paru en anglais, WSWS, le 7 juin 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)
Copyright © [Nick Beams, wsws.org](https://www.wsws.org), 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca